



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 22/11/2023

Reçu en préfecture le 22/11/2023

Publié le 22/11/2023

ID : 076-217604479-20231121-M\_DL231120\_156-DE



## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

### **Nombre de conseillers en exercice : 33**

L'an deux mille vingt trois, le vingt novembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 14 novembre 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

### **Présent(e)s : 31**

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Catherine OMONT, Aliki PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

### **Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 1**

Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

### **Excusé(e)s / Absent(e)s : 1**

Damien GUILLARD

### **Secrétaire de séance**

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

# CONSEIL MUNICIPAL du 20 novembre 2023

**M\_DL231120\_156**

**SOLIDARITES - PREVENTION - LUTTE CONTRE LA PRECARITE NUMERIQUE L'OPERATEUR DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES - ORANGE - PROGRAMME ORANGE DIGITAL CENTER - ATELIERS NUMERIQUES - CONVENTION TRIPARTITE DE PARTENARIAT - CCAS, VILLE DE MONTIVILLIERS ET L'OPERATEUR DE COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ORANGE - SIGNATURE - AUTORISATION**

**Madame Agnès SIBILLE, Adjointe au Maire\_:** La Ville de Montivilliers mène une politique globale d'inclusion numérique à destination de tous les Montivillonnais, quel que soit leur âge.

Dans ce cadre, la Ville de Montivilliers, au travers de son CCAS et de ses services municipaux, notamment de la Direction des Services Informatiques et Numériques (DSIN), a mis en place une action municipale coordonnée portant sur la prévention de la précarité numérique.

Dans ce cadre, les agents de la Maison France Services, du Centre Social Jean Moulin, du CCAS et le Conseiller Numérique France Services, délivrent des conseils adaptés et accompagnent les publics sur l'utilisation des outils informatiques et plus particulièrement des Espaces Publics Numériques présents au sein des équipements municipaux.

Pour les publics les plus en difficulté avec l'outil numérique et informatique des accompagnements individuels et collectifs sont proposés, sous la forme de sessions individuelles ou d'ateliers numériques.

ORANGE, opérateur de communications électroniques, a lancé le programme Orange Digital Center dont l'objectif est de proposer un numérique utile à tous ; la révolution numérique touchant l'ensemble des citoyens.

Ce programme regroupe des actions de développement des compétences numériques sur l'ensemble du territoire français. Il s'adresse en priorité aux jeunes, aux seniors et aux familles mais aussi aux acteurs économiques (commerçants, artisans, entrepreneuses et entrepreneurs) désireux de développer leurs connaissances du numérique.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la politique de Responsabilité Sociale d'Entreprise (RSE) d'Orange et vise à réduire la fracture numérique.

Dans ce cadre, Orange propose aux collectivités ou associations qui le souhaitent d'agir avec elles pour répondre de façon efficace aux besoins que peuvent rencontrer la population.

Aussi, au regard de l'intérêt que présente le programme développé par Orange au profit des publics présentant des freins à l'accès ou à l'utilisation de l'outil numérique, il est proposé de signer une convention de partenariat entre le CCAS, la Ville et Orange portant, entre autres, sur l'animation d'ateliers numériques.

Ces ateliers proposés s'inscriront en complémentarité et en cohérence avec ceux déjà proposés sur la commune par la Ville, le CCAS ou les associations (CLCV notamment).

Dans le cadre de ce partenariat, le CCAS désignera un référent au sein de l'établissement qui coordonnera la mise en place des ateliers et des animations en lien avec Orange.

La Ville mettra à disposition d'Orange les locaux permettant la mise des ateliers (les locaux pressés sont les suivants : CSJM et La Minot').

L'action proposée par Orange au titre de la présente charte est gratuite.

**Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :**

**LE CONSEIL MUNICIPAL,**

**VU** l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'article L.123-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles,

**VU** le Règlement des aides facultatives du CCAS en vigueur,

**VU** la délibération du Conseil d'Administration du CCAS du 27 octobre 2023 autorisant la signature de la convention de partenariat,

**CONSIDERANT :**

- La volonté municipale de proposer une offre numérique coordonnée à l'échelle de la commune pour l'ensemble de la population
- L'action menée par la Ville et le CCAS au profit des publics présentant des freins à l'utilisation des outils numériques et informatiques
- L'intérêt du programme Orange Digital Center proposé par Orange

**Sa Commission Municipale Administration Générale n° 7, réunie le 17 novembre 2023, consultée ;**

**VU** le rapport de Madame **Agnès SIBILLE**, Adjointe au Maire en charge des Solidarités, des Seniors, du Handicap, du Logement, de l'Insertion et de l'Emploi ;

**Après en avoir délibéré,**

**DÉCIDE**

- **D'autoriser M. Le Maire à signer une convention de partenariat avec Orange au titre du programme Orange Digital Center, pour une durée d'un an, renouvelable deux fois par tacite reconduction.**

**Sans incidence budgétaire**

**ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.**

Pour : 32

Contre : 0

***Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.***

***Pour extrait conforme au registre dûment signé.***

Envoyé en préfecture le 22/11/2023

Reçu en préfecture le 22/11/2023

Publié le 22/11/2023



ID : 076-217604479-20231121-M\_DL231120\_156-DE



**La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)**